

ARRÊTÉ 2023 - DCAT-BEPE- 86 du 06 AVR 2023

**mettant en demeure la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois  
de respecter certaines prescriptions pour ses installations  
sises sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** la décision préfectorale du 25 juillet 2012 prenant acte de l'antériorité autorisant la société d'exploitation du parc éolien - SEPE de Fresnes en Saulnois à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Fresnes en Saulnois ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 31 janvier 2023 relatif à la visite d'inspection du 7 octobre 2022 ;
- Vu** le courrier du 7 février 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** le courrier du 30 mars 2023 de la société SEPE de Fresnes en Saulnois présentant ses observations sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que la société d'exploitation du parc éolien - SEPE de Fresnes en Saulnois est tenue de respecter les dispositions des articles 20, 23 et 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé respectivement relatifs à l'élimination des déchets, au système de détection incendie et au système de détection de formation de glace ;

**Considérant** que lors de l'inspection réalisée le 7 octobre 2022, il a été constaté que l'exploitant ne peut pas justifier que les déchets dangereux (huiles usagées) sont éliminés dans des filières dûment autorisées ;

**Considérant** que lors de l'inspection réalisée le 7 octobre 2022, il a été constaté que les aérogénérateurs ne sont pas équipés d'un système de détection qui permet d'alerter, à tout moment, l'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné, en cas d'incendie ;

**Considérant** que lors de l'inspection réalisée le 7 octobre 2022, il a été constaté que les aérogénérateurs ne sont pas équipés d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur et l'exploitant ne démontre pas qu'ils en sont exemptés ;

**Considérant**, par conséquent, que certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : "*Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.*" ;

**Considérant** l'information relative à la sanction envisagée ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Moselle,

## A R R Ê T É

### Article 1er :

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, en fournissant les justificatifs des transferts et des intervenants de la filière d'élimination de ses huiles usagées (déchets dangereux), pour les dernières opérations de maintenance effectuées depuis 2021 et jusqu'à la date de l'inspection du 7 octobre 2022.

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois, la mise en oeuvre concernant la gestion des déchets dangereux générés par son installation. Cette procédure doit identifier la filière d'élimination de ces déchets et mentionner les documents réglementaires ad hoc.



**Article 2 :**

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose l'installation de détecteurs, dans chaque aérogénérateur, permettant d'alerter l'exploitant ou une personne désignée, en cas d'incendie.

**Article 3 :**

La société SEPE de Fresnes en Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose l'installation d'un système permettant de détecter ou de réduire la formation de glace sur les pales des aérogénérateurs. L'exploitant peut également apporter la démonstration, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques que les installations ne sont pas susceptibles de générer un risque de projection de glace.

**Article 4 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait applications, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SEPE.

Une copie est adressée à Mme la sous-préfète de l'arrondissement de Sarrebourg – Château-Salins et au maire de Fresnes en Saulnois.

Pour le préfet  
le secrétaire général



Richard Smith

Délais et voies de recours

*En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.*

*« Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».*

*Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.*

